

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

Accord-cadre 25AC11

Numéro de la consultation : Shom-25AC11

Objet de la consultation : Tierce maintenance applicative (TMA) du système d'information pour la production et la diffusion du groupe d'avis aux navigateurs (SI-GAN).

Sommaire

1.	OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.	ALLOTISSEMENT	4
3.	FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE.....	4
4.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE	4
5.	LIEU D'EXECUTION	5
6.	DOCUMENTS CONTRACTUELS	5
7.	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
7.1	Représentation des parties	5
	Représentation de l'acheteur.....	5
	Représentation du titulaire.....	6
7.2	Condition d'exécution.....	6
	Remplacement des intervenants	6
	Conditions d'accès des intervenants dans une base de la Défense	6
	Conditions de travail sur le site du Shom	6
	Délai d'exécution du poste 1.....	7
	Emission et exécution des bons de commande et des marchés subséquents.....	7
7.3	Obligations du titulaire.....	8
	Obligation de conseil	8
	Obligation d'information.....	9
	Mesures de sécurité	9
7.4	Responsabilité du titulaire	9
7.5	Considérations sociales.....	9
7.6	Considérations environnementales.....	9
	Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)	9
	Impact environnemental lié à l'exécution de l'accord-cadre	10
7.7	Traitement de données à caractère personnel.....	10
7.8	Confidentialité et secret des affaires.....	10
8.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
8.1	Résultats	11
8.2	Utilisation des résultats	12
8.3	Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats.....	12
8.4	Connaissances antérieures.....	13
	Connaissances antérieures du Shom :	13
	Connaissances antérieures du titulaire :	13
8.5	Exercice et garantie des droits	13
9.	CLAUSE DE REEXAMEN.....	14
10.	OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS	14
10.1	Poste 1 – Reprise de l'existant.....	14
10.2	Poste 2 – Maintenance corrective.....	15
10.3	Poste 3 – Maintenance adaptative, préventive, évolutive	15
10.4	Poste 4 – Etudes et nouvelles fonctionnalités	16
	Pour les études (UO Etude-S et UO Etude-C) :	16
	Pour les développements de nouvelles fonctionnalités (UO DEV_SIMP, UO DEV_MOY et UO DEV_COMP) :	16
10.5	Poste 5 – Réversibilité de la maintenance	17
10.6	Poste 6 – Accompagnement d'un nouvel hébergeur pour l'application GAN Diffusion	18
11.	GARANTIE.....	18
12.	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	18
13.	PENALITES	19
13.1	Pénalités de retard	19
13.2	Pénalités d'indisponibilité	20

13.3	Pénalités liées aux obligations administratives.....	20
	Pénalités pour travail dissimulé.....	20
	Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant.....	20
	Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail.....	21
14.	REGIME FINANCIER	21
14.1	Forme et contenu des prix.....	21
14.2	Révision des prix	22
14.3	Avances	22
	Postes 1, 2, 5 et 6.....	22
	Postes 3 et 4	22
14.4	Répartition des paiements.....	23
14.5	Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire.....	23
14.6	Nantissement et cession du contrat	23
14.7	Intérêts moratoires.....	24
14.8	Modalités de facturation	24
	Transmission des factures.....	25
15.	DISPOSITIONS DIVERSES.....	25
15.1	Echanges dématérialisés	25
15.2	Langue.....	25
15.3	Sous-traitance	26
15.4	Assurances.....	26
15.5	Autres obligations administratives.....	26
15.6	Résiliation	27
15.7	Exécution aux frais et risques du titulaire	28
15.8	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence	28
	Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire.....	28
	Suspension à l'initiative de l'acheteur	29
	Prolongation du délai d'exécution des prestations	30
	Indemnisation en cas d'annulation d'un bon de commande	30
	Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat	30
	Demandes indemnitaires.....	31
	Modalités de communications en cas de crise sanitaire	31
15.9	Litiges et contentieux.....	31
16.	DEROGATIONS AU CCAG	31

1.OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la tierce maintenance applicative (TMA) du système d'information pour la production et la diffusion du groupe d'avis aux navigateurs (SI-GAN).

L'accord-cadre porte sur des prestations de Services.

Code CPV de la consultation :

- 72267000-4 - Services de maintenance et de réparation de logiciels ;
- 72212517-6 - Services de développement de logiciels de technologies de l'information.

2. ALLOTISSEMENT

L'accord-cadre n'est pas alloti.

3. FORME ET ETENDUE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Le contrat s'exécute par la passation de bons de commande ou de marchés subséquents, comme suit :

Poste 1 – Reprise de l'existant (bon de commande) ;

Poste 2 – Maintenance corrective (bons de commande) ;

Poste 3 – Maintenance adaptative, préventive et évolutive (bons de commande) ;

Poste 4 – Études et développements de nouvelles fonctionnalités (marchés subséquents) ;

Poste 5 - Réversibilité de la maintenance (bon de commande) ;

Poste 6 – Accompagnement d'un nouvel hébergeur de l'application « GAN Diffusion » (bon de commande).

Le présent accord-cadre ne comporte pas de montant minimum, son montant maximum est de 350 000 euros HT pour sa durée potentielle de validité (48 mois).

4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est passé pour une première période ferme de 24 mois à compter de sa date de notification.

Il pourra être reconduit de façon tacite deux fois pour une période de 12 mois, au titre des 48 mois de validité potentielle.

Pour le cas où le Shom ne souhaiterait pas reconduire l'accord-cadre, le titulaire en serait informé 3 mois avant la fin de la période en cours.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction. Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande et les marchés subséquents émis, continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

5. LIEU D'EXECUTION

L'essentiel des prestations est exécuté dans les locaux du titulaire.

Les réunions de lancement et d'avancement des prestations seront organisées au choix du titulaire : soit en présentiel, soit via une visio-conférence.

Toutefois en cas de nécessité selon le poste concerné, certaines réunions de travail pourront être organisées en présentiel sur le site du Shom à Brest.

6. DOCUMENTS CONTRACTUELS

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (Bordereau des prix unitaires) ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics des techniques de l'information et de la communication approuvé le 30 mars 2021 ;
- L'offre technique du titulaire (correspondant au mémoire technique dûment complété) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et les actes modificatifs postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1 Représentation des parties

Représentation de l'acheteur

L'interlocuteur désigné par l'acheteur est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

L'acheteur notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à mettre en place, pendant toute la durée du contrat, des intervenants dont les profils doivent impérativement respecter ceux indiqués au mémoire technique.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

7.2 Condition d'exécution

Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution du contrat, le Shom se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Conditions d'accès des intervenants dans une base de la Défense

- Accès du personnel étranger :

L'accès du personnel étranger dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité.

Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire qui consiste à fournir à la personne responsable du contrat la copie du passeport et un formulaire de contrôle élémentaire renseigné (formulaire vierge transmis par le Shom), a minima deux semaines avant l'intervention.

- Accès du personnel français :

L'accès du personnel français dans une enceinte militaire à l'intérieur de laquelle seront exécutées les prestations est soumis à une enquête préalable de sécurité.

Cette enquête est déclenchée par une demande d'accès de la part du titulaire qui consiste à fournir à la personne responsable du contrat la copie du passeport ou de la carte nationale d'identité a minima cinq jours ouvrés avant l'intervention.

Conditions de travail sur le site du Shom

Le titulaire du présent contrat s'engage à respecter et à faire respecter toutes les consignes applicables sur le site du Shom. La plus grande correction et la plus grande réserve sont exigées. Les intervenants sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle et ne doivent révéler à quiconque les faits ou informations dont ils auront eu connaissance à l'occasion de la prestation.

Les prestations exécutées dans les locaux du Shom doivent être réalisées aux heures d'ouverture de l'établissement.

Le titulaire est responsable de l'application scrupuleuse des règles d'hygiène et de sécurité du travail. Les intervenants doivent porter un insigne spécifique de leur entreprise et le badge remis par le Shom.

En cas d'accident touchant son personnel, outre les formalités à accomplir vis-à-vis des instances qualifiées auxquelles il doit rendre compte, le titulaire doit en informer l'assistant de prévention du Shom.

Délai d'exécution du poste 1

Le poste 1 s'exécute conformément au planning d'exécution inclus au mémoire technique.

L'exécution du poste 1 doit être terminée dans un délai maximum de 3 mois à compter de la date de notification du bon de commande associé.

Le Shom se réserve le droit de mettre fin à l'accord-cadre à l'issue de l'exécution du poste 1 si la reprise de l'existant n'aboutissait pas à un résultat suffisant pour permettre au titulaire de réaliser les prestations des différents postes de l'accord-cadre.

Emission et exécution des bons de commande et des marchés subséquents

Les bons de commande et les marchés subséquents sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser la date certaine de réception. En cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception.

A défaut d'indication particulière du point de départ du délai d'exécution sur le bon de commande ou le marché subséquent, le délai d'exécution court à compter de la date de notification du bon de commande ou du marché subséquent.

Pour les prestations du poste 2, le forfait annuel peut être proratisé au nombre de mois d'exécution.

Pour les prestations des postes 3 et 4, dans le cas d'un bon de commande ou d'un marché subséquent comportant une combinaison de plusieurs unités d'œuvre différentes, le délai global d'exécution convenu entre le Shom et le titulaire est indiqué sur le bon de commande ou le marché subséquent.

Pour le bon de commande relatif au poste 5 (réversibilité), deux exigences de délais sont à prendre en compte : l'ensemble des livrables doit être fourni dans le délai maximum de 1 mois à compter de la date de notification du bon de commande, la prestation d'assistance s'exécute sur une durée de trois mois à compter de la date de validation des livrables par le Shom.

Pour le bon de commande relatif au poste 6 (accompagnement), deux exigences de délais sont à prendre en compte : l'ensemble des livrables doit être fourni dans le délai maximum de 15 jours à compter de la date de notification du bon de commande, la prestation d'accompagnement s'exécute sur une durée d'un mois à compter de la date de validation des livrables par le Shom.

Chaque bon de commande ou marché subséquent précise notamment :

- Le numéro du bon de commande ou du marché subséquent ;
- Le numéro de l'accord cadre (25AC11) ;
- La désignation et la quantité des prestations commandées, par référence au bordereau des prix unitaires annexé à l'acte d'engagement ;
- Le délai global d'exécution du bon de commande ou du marché subséquent ;
- Le prix correspondant en € hors taxes (HT) ;
- Le montant total du bon de commande ou du marché subséquent, en € HT.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande ou d'un marché subséquent qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande ou du marché subséquent, sous peine d'irrecevabilité.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé dans les conditions prévues au CCAG de référence. Toute demande de report de délai doit impérativement être transmise au Shom avant la fin du délai d'exécution, par tout moyen permettant d'en accuser la date certaine de réception.

Les bons de commande et les marchés subséquents peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre mais leur exécution doit être terminée au plus tard 3 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité d'un bon de commande ou d'un marché subséquent émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

7.3 Obligations du titulaire

Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte). Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'une argumentation qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Ce devoir de conseil s'exerce tout au long de l'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

7.4 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre.

7.5 Considérations sociales

Le présent accord-cadre ne comprend pas de considérations sociales.

7.6 Considérations environnementales

Etablissement d'un bilan d'émissions de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat et sur toute sa durée, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>, sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en œuvre des obligations nées de l'article du code de l'environnement précité. Toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du code de commerce ; ils indiquent à l'acheteur le lien internet permettant d'accéder à ce document.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'Etat, le Shom s'est engagé depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encourage les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du code de

l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>.

Impact environnemental lié à l'exécution de l'accord-cadre

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures mentionnées dans son mémoire technique visant à limiter l'impact environnemental de l'exécution de l'ensemble des prestations du présent accord-cadre.

Les prestations de développement et de maintenance adaptative et évolutive doivent respecter le référentiel général d'éco-conception :

<https://ecoresponsable.numerique.gouv.fr/publications/referentiel-general-ecoconception/>.

7.7 Traitement de données à caractère personnel

Pour l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données.

Le titulaire mettra en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement des données personnelles est effectué conformément au RGPD.

Le titulaire traitera les données pour les seules finalités qui font l'objet de l'accord-cadre.

Les personnes concernées pourront demander des informations sur le traitement de leurs données. Le titulaire s'engagera à donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement, et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Le titulaire informera conjointement le délégué à la protection des données du Shom (dpd@shom.fr) et la CNIL, sans délai, de toute violation de données à caractère personnel conformément à l'article 33 du RGPD. Cette information sera complétée, sous 72h, via le téléservice de notification de violations de la CNIL.

7.8 Confidentialité et secret des affaires

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués,

publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du titulaire.

En outre le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation par manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre pourra être prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil, de contrôle ou d'expertise, ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

8. Propriété intellectuelle

8.1 Résultats

Les résultats correspondent à l'ensemble des livrables attendus au titre de l'accord-cadre.

8.2 Utilisation des résultats

Le SI-GAN prend en compte les corrections et modifications des produits nautiques du Shom provenant des producteurs de données, pour les diffuser via le groupe d'avis aux navigateurs hebdomadaire, vers les usagers internes ou externes.

D'une façon générale, les besoins fonctionnels et d'utilisation des résultats sont les suivants :

- être en mesure de faire évoluer le système dans la durée ;
- pouvoir en confier la maintenance et l'hébergement à un tiers, à l'échéance du présent accord-cadre ;
- le cas échéant, pouvoir diffuser tout ou partie du système sous une licence libre.

8.3 Régime des droits de propriété intellectuelle relatif aux résultats

En application de l'article 46 du CCAG/TIC le titulaire garantit au Shom, le droit d'utiliser les résultats en l'état ou modifiés, en tout ou partie, de façon permanente ou temporaire, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés à l'article intitulé ci-dessus " Utilisation des résultats ".

En complément de l'article 46 du CCAG/TIC, les droits d'utilisation comprennent :

- La garantie d'un usage paisible, sans risque d'atteinte aux droits des tiers ;
- Le droit de numériser, de dupliquer et de diffuser en interne, y compris via internet pour tous les sites du Shom ;
- Le droit de mettre à la disposition d'un tiers pour la réalisation d'une prestation au bénéfice du Shom ;
- Le droit de publier et de mettre à disposition notamment via le profil acheteur du Shom, dans le cadre de consultations de marchés publics ;
- Le droit de faire évoluer, d'adapter tout ou partie y compris par tout tiers désigné par le Shom ;
- Le droit d'assurer ou de faire assurer par tout tiers la maintenance (corrective, adaptative et évolutive) ;
- Le droit de procéder aux opérations d'archivage ;
- La possibilité de rétrocéder à tout tiers bénéficiaire d'un transfert de compétences de l'acheteur ;
- L'accès aux résultats codes sources.

Ces droits couvrent les résultats à compter de leur livraison et sous condition résolutoire de l'admission des prestations, pour le monde entier et pour la durée des droits d'auteur.

Compte tenu de leurs spécificités, les résultats sont cédés au Shom à titre exclusif et ne peuvent pas être réutilisés par le titulaire. Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG/TIC, le Shom n'autorise pas le titulaire à exploiter les résultats.

Le prix des droits est compris dans le montant du présent contrat.

Le titulaire accomplit toutes les formalités requises pour rendre la licence d'exploitation opposable aux tiers, dans tous les territoires où les droits sont concédés. Le coût de ces formalités est compris dans le montant du présent contrat.

Conformément à l'article 46.2.3 du CCAG/TIC, les données intégrées ou générées dans le cadre du présent contrat sont confidentielles et appartiennent exclusivement au Shom. Le titulaire dispose d'un accès aux données dans le cadre de l'exécution du présent contrat aux seules fins de son exécution. Le titulaire s'interdit d'en faire un quelconque usage, direct ou indirect, en dehors des prestations du présent contrat. Le titulaire ne peut prétendre à aucune propriété sur les données.

8.4 Connaissances antérieures

En complément de l'article 46 du CCAG/TIC, les connaissances antérieures désignent :

Connaissances antérieures du Shom :

La conclusion du contrat n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures du Shom.

Celles-ci comprennent notamment la documentation complète du SI GAN ainsi que les codes sources et les paramétrages, les données et les documents que le Shom aura transmis ou communiqués au titulaire pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Connaissances antérieures du titulaire :

Le titulaire conserve la propriété de ses savoir-faire et méthodes utilisés pour réaliser les résultats.

Pour les connaissances antérieures standards (exemple : briques de logiciels standards), le titulaire s'engage à ne pas utiliser de connaissances antérieures soumises à une licence incompatible avec les besoins du Shom pour l'utilisation des résultats.

Le recours à des connaissances antérieures spécifiques n'est pas autorisé (exemple : briques logiciels propriétaires).

8.5 Exercice et garantie des droits

Conformément à l'article 46.4 du CCAG/TIC afin de permettre au Shom d'exercer les droits qui lui sont accordés au titre du présent contrat, le titulaire livre spontanément et au fur et à mesure de l'exécution des prestations, l'ensemble des éléments nécessaires à cet exercice, ainsi que leurs mises à jour ou évolutions au cours du contrat.

Le titulaire garantit à l'acheteur la jouissance pleine et entière, libre de toute servitude, des droits accordés aux termes du présent contrat.

En cas de sous-traitance le contrat liant le titulaire et son sous-traitant reprendra à l'identique les dispositions du présent contrat, concernant le régime des droits de propriété intellectuelle.

9. Clause de réexamen

En cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution de l'accord-cadre, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières de cette circonstance.

Toute modification décidée ou acceptée à l'issue de cette procédure de réexamen fera l'objet d'un avenant à l'accord-cadre.

10. Opérations de vérification – Admission des prestations

A l'issue des opérations de vérification, le Shom prend les décisions d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet dont les termes sont définis ci-dessous :

- Admission : le Shom reconnaît la conformité des prestations aux stipulations du contrat.
- Ajournement : le Shom estime que les prestations peuvent être reçues moyennant des mises au point et/ou des corrections à opérer par le titulaire. En cas d'ajournement, la décision transmise au titulaire précisera le délai qu'il devra respecter pour la mise au point des livrables concernés.
- Admission avec réfaction : le Shom estime que les prestations, sans entièrement satisfaire aux stipulations du contrat, peuvent être reçues en l'état. Dès lors, le Shom prend la décision motivée de réduire le montant des prestations à verser au titulaire proportionnellement à l'importance des imperfections constatées.
- Rejet : le Shom estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du contrat et ne peuvent être reçues, même après ajournement ou avec réfaction. Il notifie une décision motivée de rejet.

10.1 Poste 1 – Reprise de l'existant

Par dérogation à l'article 32 du CCAG/TIC, la vérification qualitative est effectuée en une seule étape qui a pour objet de contrôler que les livrables fournis au titre du poste 1 sont complets et conformes aux prescriptions techniques du CCTP. Outre l'application au format ANSIBLE et les rapports d'état des lieux, de management et de recette, les accès aux espaces de recette et développement, seront testés à partir des liens fournis par le titulaire.

Un procès-verbal est établi à l'issue de cette vérification qualitative.

Le délai imparti au Shom pour procéder à cette vérification et prononcer sa décision est de 1 mois à compter de la livraison complète des livrables du poste 1.

10.2 Poste 2 – Maintenance corrective

Par dérogation à l'article 32 du CCAG/TIC, la vérification qualitative est effectuée comme suit : la synthèse globale de prise en compte des anomalies, des versions de maintenance et des patches, sera contrôlée par le Shom chaque année en fin de période, à partir de l'outil de gestion mis à disposition par le titulaire.

Pour une vérification positive de la période contrôlée, le volume maximum de non conformités pour les anomalies de niveaux mineur et majeur confondus, doit être inférieur à 10 %. Aucune non-conformité n'est admise pour les anomalies de niveau bloquant.

Une non-conformité correspond au non-respect des délais contractuels d'analyse et de correction.

Un procès-verbal de vérification qualitative est établi à l'issue de la vérification annuelle.

Le délai imparti au Shom pour procéder à cette vérification et prononcer sa décision est de 1 mois à compter de la fourniture de la synthèse globale annuelle, par le titulaire.

10.3 Poste 3 – Maintenance adaptative, préventive, évolutive

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/TIC, l'installation est réalisée par le Shom avec l'assistance du titulaire et à partir de la documentation technique fournie par le titulaire.

L'installation intervient dans les trente jours à compter de la réception des livrables complets. Après installation, le titulaire notifie au Shom un procès-verbal de mise en ordre de marche, cette notification correspond à la date de démarrage des opérations de vérification.

Conformément à l'article 32 du CCAG/TIC, les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

La vérification d'aptitude (VA) a pour objet de constater que les prestations livrées présentent les caractéristiques techniques conformes aux prescriptions du CCTP et aux exigences précisées le cas échéant au bon de commande.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/TIC, le délai imparti au Shom pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 45 jours à compter de la décision de mise en ordre de marche.

Si la vérification d'aptitude est positive, le Shom établit un procès-verbal de vérification d'aptitude et procède à la vérification de service régulier.

Si la vérification d'aptitude est négative, le Shom prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, la décision précisera le délai que le titulaire doit respecter pour transmettre à nouveau les prestations mises au point.

La vérification de service régulier (VSR) a pour objet de constater que les livrables permettent d'assurer le service attendu dans des conditions réelles d'exploitation

et dans le respect des contraintes imposées y compris pour l'application « GAN Diffusion » installée chez les hébergeurs.

La VSR débute lorsque la décision positive de vérification d'aptitude est prononcée par le Shom.

Conformément à l'article 32 du CCAG/TIC, le délai imparti au Shom pour procéder à la VSR est de 1 mois.

Conformément à l'article 33 du CCAG/TIC, à la fin de la vérification de service régulier le Shom dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'admission des prestations est prononcée par l'établissement d'un procès-verbal d'admission.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, le Shom prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, la décision précisera le délai que le titulaire doit respecter pour transmettre à nouveau les prestations mises au point.

10.4 Poste 4 – Etudes et nouvelles fonctionnalités

Pour les études (UO Etude-S et UO Etude-C) :

La vérification qualitative a pour objet de contrôler que les livrables fournis au titre des unités d'œuvre de type Etude, sont complets et conformes aux prescriptions techniques du CCTP du marché subséquent.

Un procès-verbal est établi à l'issue de cette vérification qualitative.

Le délai imparti au Shom pour procéder à cette vérification est de 1 mois à compter de la livraison complète des livrables.

Pour les développements de nouvelles fonctionnalités (UO DEV SIMP, UO DEV MOY et UO DEV COMP) :

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/TIC, l'installation est réalisée par le Shom avec l'assistance du titulaire et à partir de la documentation technique fournie par le titulaire.

L'installation intervient dans les trente jours à compter de la réception des livrables complets. Après installation le titulaire notifie au Shom un procès-verbal de mise en ordre de marche, cette notification correspond à la date de démarrage des opérations de vérification.

Conformément à l'article 32 du CCAG/TIC, les opérations de vérifications qualitatives comprennent deux étapes : la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier.

La vérification d'aptitude (VA) a pour objet de constater que les prestations livrées présentent les caractéristiques techniques conformes aux prescriptions du CCTP et aux exigences précisées le cas échéant au bon de commande.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG/TIC, le délai imparti au Shom pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 45 jours à compter de la décision de mise en ordre de marche.

Si la vérification d'aptitude est positive, le Shom établit un procès-verbal de vérification d'aptitude et procède à la vérification de service régulier.

Si la vérification d'aptitude est négative, le Shom prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, la décision précisera le délai que le titulaire doit respecter pour transmettre à nouveau les prestations mises au point.

La vérification de service régulier (VSR) a pour objet de constater que les livrables permettent d'assurer le service attendu dans des conditions réelles d'exploitation et dans le respect des contraintes imposées y compris pour l'application « GAN Diffusion » installée chez les hébergeurs.

La VSR débute lorsque la décision positive de vérification d'aptitude est prononcée par le Shom.

Conformément à l'article 32 du CCAG/TIC, le délai imparti au Shom pour procéder à la VSR est de 1 mois.

Conformément à l'article 33 du CCAG/TIC, à la fin de la vérification de service régulier le Shom dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier au titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Si le résultat de la vérification de service régulier est positif, l'admission des prestations est prononcée par l'établissement d'un procès-verbal d'admission.

Si le résultat de la vérification de service régulier est négatif, le Shom prend une décision d'ajournement ou de rejet. En cas d'ajournement, la décision précisera le délai que le titulaire doit respecter pour transmettre à nouveau les prestations mises au point.

10.5 Poste 5 – Réversibilité de la maintenance

Par dérogation à l'article 32 du CCAG/TIC, la vérification qualitative est effectuée comme suit :

Dans un premier temps, la vérification qualitative a pour objet de contrôler que les livrables fournis avant le démarrage de la période d'assistance de trois mois, sont complets et conformes aux prescriptions techniques du CCTP.

Un procès-verbal est établi à l'issue de cette première vérification qualitative.

Le délai imparti au Shom pour procéder à cette vérification est de 2 semaines à compter de la livraison complète de ces livrables.

Un procès-verbal est établi à l'issue de cette vérification qualitative. La notification au titulaire de la vérification positive déclenche le démarrage de la période d'assistance de trois mois.

Une seconde étape de vérification qualitative intervient à l'issue de la période d'assistance de trois mois, cette vérification a pour objet de contrôler que la synthèse des anomalies et l'extraction des tickets traités sont conformes aux prescriptions techniques du CCTP.

Pour une vérification positive de la période d'assistance, le volume maximum de non conformités pour les anomalies de tous niveaux confondus, doit être inférieur à 25 %.

Une non-conformité correspond au non-respect des délais contractuels d'analyse et de correction.

Un procès-verbal est établi à l'issue de cette seconde vérification qualitative.

Le délai imparti au Shom pour procéder à cette vérification est de 2 semaines à compter de la livraison complète des livrables attendus en fin de période d'assistance.

10.6 Poste 6 – Accompagnement d'un nouvel hébergeur pour l'application GAN Diffusion

Dans un premier temps, la vérification qualitative a pour objet de contrôler que les livrables fournis avant le démarrage de la période de tests, sont complets et conformes aux prescriptions techniques du CCTP.

Le délai imparti au Shom pour procéder à cette vérification est de 2 semaines à compter de la livraison complète de ces livrables.

Un procès-verbal est établi à l'issue de cette vérification qualitative. La notification au titulaire de la vérification positive déclenche le démarrage de la période de tests réalisés par le Shom, sur une durée de 1 mois.

A l'issue de cette période de tests, une seconde étape de vérification a pour objet de contrôler que la synthèse des anomalies pour la période de tests est conforme aux prescriptions techniques du CCTP.

Pour une vérification positive de la période d'assistance, le volume maximum de non conformités pour les anomalies de tous niveaux confondus, doit être inférieur à 25 %.

Une non-conformité correspond au non-respect des délais contractuels d'analyse et de correction.

Un procès-verbal est établi à l'issue de cette vérification qualitative.

Le délai imparti au Shom pour procéder à cette vérification est de 2 semaines à compter de la livraison de la synthèse des anomalies sur le mois de tests.

11. Garantie

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission des prestations, la durée de la garantie est de 12 mois.

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

12. Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 41 du CCAG/TIC, le Shom se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue du poste 1 de l'accord-cadre, si la

reprise de l'existant n'aboutissait pas à un résultat suffisant pour permettre au titulaire de réaliser les prestations des différents postes de l'accord-cadre.

L'arrêt des prestations ne donne lieu à aucune indemnité au profit du titulaire et entraîne la résiliation de l'accord-cadre.

13. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/TIC, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard. Les pénalités s'appliquent sans aucun seuil d'exonération pour la globalité de l'accord-cadre.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

13.1 Pénalités de retard

Les délais maximums à respecter pour l'exécution de chaque poste de l'accord-cadre sont ceux exprimés dans les documents contractuels.

Dans le cas d'un bon de commande ou d'un marché subséquent comportant une combinaison de plusieurs unités d'œuvre différentes, le délai global d'exécution convenu entre le Shom et le titulaire est précisé sur le bon de commande ou le marché subséquent.

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité

R = nombre de jours ouvrés de retard

V = valeur des prestations hors TVA, sur laquelle est calculée la pénalité, correspondant à :

- Poste 1 : montant total du bon de commande ;
- Poste 2 : montant total du bon de commande éventuellement proratisé ;
- Poste 3 : montant total du bon de commande ;
- Poste 4 : montant total du marché subséquent ;

- Poste 5 : montant total du bon de commande ;
- Poste 6 : montant total du bon de commande.

Conformément à l'article 14 du CCAG/TIC, le montant des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes de la base des prestations concernées bon de commande / marché subséquent).

13.2 Pénalités d'indisponibilité

Le système est tenu pour indisponible **lorsque l'usage en est rendu impossible**, en raison d'un défaut de fonctionnement constaté par l'acheteur.

Le titulaire s'engage à rendre à l'acheteur l'usage du système dans un délai maximum de 3 jours ouvrés, à compter de l'envoi de la demande via l'outil de gestion des demandes.

L'indisponibilité débute à l'expiration de ce délai et s'achève par la remise à disposition de l'acheteur des éléments, en état de marche.

Par dérogation à l'article 14.2 du CCAG/TIC, en cas d'indisponibilité, le titulaire est soumis à pénalité. La pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V \times R/30$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité

R = nombre de jours ouvrés d'indisponibilité

V = valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance corrective

13.3 Pénalités liées aux obligations administratives

Pénalités pour travail dissimulé

Lorsque le Shom est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il lui enjoint de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve, en précisant le délai à respecter pour produire cette preuve de régularisation.

En l'absence de régularisation dans les délais impartis, la personne publique peut imposer des pénalités, ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire. Le montant des pénalités à ce titre est de 1 000 euros HT par semaine de retard.

Pénalités pour manquement à la déclaration d'un sous-traitant

Pour toute absence de signalement d'un sous-traitant, il peut être fait application de plein droit et sans mise en demeure préalable, d'une pénalité forfaitaire de 1 000 euros HT.

Pénalités pour sanctionner le retard de production des attestations sociales et fiscales et celles relatives aux articles D 8222-5 ou 8222-7 et D 8222-8 du code du travail

Le titulaire produit, tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Les pièces à fournir sont à minima les suivantes :

- Attestation annuelle de régularité fiscale au regard des obligations fiscales ;
- Déclarations de résultats et de TVA, Paiement de la TVA, paiement de l'impôt sur les sociétés ;
- Attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5000 €, datant de moins de 6 mois ;
- Attestation d'assurance professionnelle (responsabilité civile) ;
- Liste nominative des salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article D8254-2 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire : sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>

A défaut le titulaire s'expose à l'application sans mise en demeure, d'une pénalité forfaitaire de 300 euros HT par semaine de retard à compter de la demande de régularisation émise par le Shom.

14. REGIME FINANCIER

14.1 Forme et contenu des prix

Les prix unitaires figurent dans le bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés inclure :

- Les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement dans le cadre des éventuelles réunions organisées en présentiel ;
- Les frais de communication divers nécessaires à l'exécution des prestations ;
- La cession de l'ensemble des droits de propriété intellectuelle ;
- Le suivi contractuel et les frais afférents à l'outil de gestion des tickets y compris pendant la période de garantie ;
- Toutes les charges fiscales ou autres applicables aux prestations.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la facturation.

14.2 Révision des prix

Les prix de l'accord-cadre sont établis aux conditions économiques du mois m0 correspondant à la date limite de remise des offres (**octobre 2025**). Ils sont fermes pour une durée de 24 mois à compter de la date de notification de l'accord-cadre. Ils pourront ensuite être révisés à chaque date anniversaire de l'accord-cadre.

En cas de demande de révision le titulaire doit communiquer au service des achats du Shom le nouveau bordereau des prix, 3 mois avant la date anniversaire de notification à l'adresse sg-ach-all@shom.fr.

En l'absence de transmission d'un nouveau bordereau des prix 3 mois avant la date anniversaire de notification, la révision ne sera pas effectuée et le tarif de l'année précédente continue de s'appliquer.

Le prix d'un bon de commande ou d'un marché subséquent est ferme et non révisable.

L'augmentation des prix est bornée par l'application au maximum de la formule de révision suivante :

$$Pr = P0 \times I / I0$$

Pr = Prix révisé

P0 = prix établi aux conditions économiques pour le **mois d'octobre 2025**.

I = indice du coût horaire du travail révisé "ICHTrev-TS-IME" identifiant 001565183 à la date de révision des prix, visible sur le site de l'INSEE (<http://www.insee.fr>).

I0 = indice du coût horaire du travail "ICHTrev-TS-IME" identifiant 001565183 pour le mois **d'octobre 2025**.

- si le quatrième chiffre après la virgule est égal ou supérieur à 5, on arrondit au millième supérieur ;
- si le quatrième chiffre après la virgule est inférieur à 5, on arrondit au millième inférieur.

Le calcul de la révision de prix incombe au titulaire qui doit, lors de sa demande, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations (notamment la valeur des indices) nécessaires au contrôle dudit calcul.

14.3 Avances

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Postes 1, 2, 5 et 6

Aucune avance n'est prévue au titre des postes 1, 2, 5 et 6 de l'accord-cadre.

Postes 3 et 4

Une avance sera versée à la notification de tout bon de commande ou marché subséquent d'un montant supérieur à 50 000,00 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Le montant de l'avance correspond à 10 % du montant HT du bon de commande ou du marché subséquent.

Le remboursement de l'avance s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire au titre du bon de commande ou du marché subséquent. Il commence lorsque le montant des prestations exécutées atteint 60 % du montant du bon de commande ou du marché subséquent et doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

14.4 Répartition des paiements

Toutes les prestations, qui ont donné lieu à un commencement d'exécution d'un bon de commande ou d'un marché subséquent, ouvrent droit à acomptes. Le montant d'un acompte ne peut excéder la valeur des prestations auxquelles il se rapporte.

Sur sa demande écrite, et après attestation par la personne chargée de constater l'exécution des prestations, le titulaire a le droit au versement d'acomptes dans les conditions prévues aux articles R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique. Si la personne chargée du constat observe que l'avancement réel des prestations est en retard par rapport à leur avancement contractuel, le montant de l'acompte prévu contractuellement peut être réduit à la valeur de l'avancement réel des prestations.

En cas d'absence totale d'avancement réel des prestations, le droit à acompte peut être suspendu jusqu'à nouvel avancement des prestations.

En tout état de cause, le montant cumulé des acomptes ne peut excéder 80 % du montant total du bon de commande ou du marché subséquent et le paiement du solde intervient à l'admission des prestations.

Les acomptes doivent faire l'objet d'une demande de paiement dans les conditions prévues au présent CCAP (modalités de facturation).

La périodicité du versement des acomptes est fixée au maximum à trois mois. Elle peut être rapportée à un mois dans les cas prévus à l'article R. 2191-22 du code de la commande publique.

14.5 Retenue de garantie, cautionnement et comptable assignataire

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie pour le présent accord-cadre.

14.6 Nantissement et cession du contrat

Les bons de commandes et les marchés subséquents peuvent être cédés ou nantis dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances.

14.7 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

14.8 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro de l'accord-cadre (25AC11) ;
- Le numéro du bon de commande ou du marché subséquent (en fonction du poste concerné) ;
- La désignation des prestations facturées (unités d'œuvre à préciser) ;
- La date et le numéro de la facture ;
- La dénomination et l'adresse du titulaire ;
- Le numéro de SIRET ;
- Les références du compte bancaire mentionné sur l'acte d'engagement ;
- Le montant hors TVA et TTC ;
- Le numéro d'engagement juridique ;
- Les éventuels rabais, remises, ristournes ou escompte.

Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants de la commande publique.

Les factures seront transmises selon le dispositif CPP 2019 à l'adresse <https://chorus-pro.gouv.fr/> (code service exécutant : FACTURES_FOURNISSEURS).

Dans le cadre de la sous-traitance, la plateforme CHORUS permet au sous-traitant d'enregistrer directement sa facture, la procédure à respecter est la suivante :

- Etape 1 : le sous-traitant doit transmettre sa demande de paiement dans Chorus Pro dans l'espace + Factures émises. Il doit identifier le titulaire dans le champ + Titulaire, et renseigner les informations demandées. En tant que sous-traitant celui-ci devra indiquer dans le cadre de facturation, le code A9. A9 = dépôt d'une facture par un sous-traitant.
- Etape 2 : Suite au dépôt de la facture, Chorus Pro va envoyer une notification par courriel au titulaire, l'informant que son sous-traitant a émis une facture en qualité de sous-traitant.
- Etape 3 : Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour valider la demande de paiement dans l'espace + Facture à valider, de Chorus Pro. En l'absence de validation par le titulaire dans le délai imparti, la validation est tacite. En cas de refus de validation par le titulaire, la facture sera néanmoins transmise au Shom qui pourra alors décider de traiter, suspendre ou rejeter la demande de paiement.
- Etape 4 : Une fois la validation de la facture effective (formelle ou tacite), le Shom reçoit dans l'espace + Facture reçues, la demande paiement.
- Etape 5 : Le règlement de la facture par le Shom reste inchangé.

Pour de plus amples renseignements, les informations complémentaires peuvent être consultées à l'adresse suivante : <http://chorus-pro.gouv.fr/>

15. DISPOSITIONS DIVERSES

15.1 Echanges dématérialisés

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du contrat) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Dans ce cadre, le titulaire s'engage à s'assurer que les adresses électroniques communiquées lors de la notification de l'accord-cadre, restent valides jusqu'à la fin de validité du contrat.

15.2 Langue

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française ou à défaut, être accompagnés d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites durant l'exécution du contrat s'effectue en français.

15.3 Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du Shom, le titulaire doit présenter au Shom son sous-traitant par le biais de la déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 accessible en ligne à l'adresse suivante : www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat) signée du titulaire et du sous-traitant.

Cet acte mentionne : la nature des prestations concernées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le Shom dispose de 21 jours à compter de la remise de la déclaration de sous-traitance et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique. Le paiement direct dès 600 euros TTC s'applique à tous les sous-traitants. Avant transmission de la facture, celle-ci doit être validée du titulaire.

15.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause au Shom en cas d'inexécution. Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du Shom ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au Shom ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre.

Il s'engage à remettre au Shom, sur simple demande écrite, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le Shom de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

15.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement de l'accord-cadre doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail :

- L'attestation annuelle de régularité fiscale ;
- L'attestation de vigilance relative aux obligations en matière de cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations et de fourniture des déclarations des candidats à une commande publique au moins égale à 5 000 €, datant de moins de 6 mois ;
- L'attestation d'assurance professionnelle (responsabilité civile) ;
- La liste nominative des éventuels salariés étrangers intervenant dans le cadre du présent contrat et soumis à autorisation de travail, en application de l'article d8254-2 du code du travail.

Ces documents sont déposés et régulièrement mis à jour par le titulaire sur la plate-forme en ligne, mise à disposition gratuitement, à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.com>.

Si le titulaire recourt, en cours d'exécution de l'accord-cadre, à des salariés détachés, il doit produire, préalablement au début du détachement, les documents justifiant de la régularité de ses obligations au regard de l'article L.1262-2-1 du code du travail.

15.6 Résiliation

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le contrat peut être résilié à l'issue de l'exécution du poste 1 de l'accord-cadre si la refonte de la base de données géophysiques (BDGEOS) n'aboutissait pas à un résultat suffisant pour satisfaire le besoin exprimé au CCTP. La résiliation du contrat ne peut donner lieu à indemnité au profit du titulaire.

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre et/ou les bons de commande peuvent être résiliés conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés à l'accord-cadre, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Par dérogation au CCAG de référence, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a pas le droit à une indemnité de résiliation.

La résiliation n'a pas d'incidence sur l'exploitation des résultats et des connaissances antérieures pour la durée d'exploitation prévue au contrat.

15.7 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

15.8 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature de l'accord-cadre par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du contrat initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence, relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet de l'accord-cadre ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;

- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée de l'accord-cadre. Toute modification de la durée de l'accord-cadre ne peut résulter que d'un avenant.

Indemnisation en cas d'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relative aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- De l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- De l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques. Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte

effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de 10 % du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence (article 55.2) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire

En période de crise sanitaire, les séances de formation ou les éventuelles réunions prévues en présentiel peuvent être remplacées par des séances à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

15.9 Litiges et contentieux

Le présent accord-cadre est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif auquel est rattaché le domicile de la personne publique (tribunal administratif de Rennes). Tout litige dans le cadre du présent contrat pour les questions relatives à la propriété intellectuelle est soumis au tribunal judiciaire de Brest.

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent accord-cadre ou à l'exécution des prestations.

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par l'article R.2197 du code de la commande publique relatif aux comités consultatifs de règlement amiable des différends.

Le comité consultatif compétent est constitué des médiateurs délégués régionaux, accessibles sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>.

16. DEROGATIONS AU CCAG

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG/TIC.

Article du présent CCAP	Article du CCAG /TIC	Objet
8.3	46.3	Droits de propriété intellectuelle
10.1 / 10.2 / 10.3 / 10.4 / 10.5	29 / 32 / 33	Opérations de vérification
13	14	Pénalités
15.6	51	Résiliation